

C'est donc dire que nous devons, au cours de l'année qui débutera le 1^{er} avril 1986, dans le cadre du budget que le ministre des Finances (M. Wilson) a annoncé mercredi de cette semaine, prévoir des sommes additionnelles uniquement pour payer les intérêts de ces 34 milliards supplémentaires. Chaque année, cette somme augmenterait davantage si nous n'avions pu proposer aux Canadiens des mesures difficiles mais logiques dans ce budget. En effet, la dette nationale aurait doublé avant la fin de notre mandat. Ce n'est pas ce qui arrivera, monsieur le Président, car l'équipe qui administre ce gouvernement n'est pas une équipe d'amateurs, n'est pas une équipe de socialistes. Notre équipe sait que les Canadiens vont comprendre la situation difficile de notre pays, qu'ils sont prêts tous et chacun à faire un certain sacrifice afin que dans un avenir relativement court nous puissions connaître des jours meilleurs.

Je voudrais, monsieur le Président, signaler à l'attention de cette Chambre et de tous les Canadiens que notre ministre des Finances avait prévu pour 1985-1986 un déficit de 33,8 milliards de dollars et que ces prévisions, pour la première fois depuis 20 ans, se sont réalisées. C'est en effet la première fois qu'un ministre des Finances, qui se fixe lui-même des prévisions budgétaires avec sa propre équipe, réalise ses prévisions. Cette performance est une sécurité pour tous les Canadiens et pour notre économie parce que les gens savent maintenant que nous sommes l'équipe capable de réaliser nos prévisions et parce que nous sommes décidés à prendre les moyens qui s'imposent pour réaliser nos objectifs et pour livrer aux Canadiens la marchandise, soit une économie rénovée et en pleine expansion.

Je crois qu'il est important, monsieur le Président, que nous fassions un rapide retour en arrière sur les prévisions budgétaires des ministres des Finances qui nous ont précédés, sur les variations de ces prévisions budgétaires lorsqu'il s'agissait de les réaliser.

Sous M. Sharp, en 1966-1967, il y a 20 ans, on prévoyait un surplus budgétaire de 615 millions de dollars. Nous avons eu un déficit de 188 millions de dollars, soit une différence de 803 millions de dollars dans son budget du 29 mars 1966.

En 1967-1968, M. Mitchell Sharp, le 1^{er} juin, annonçait un déficit de 228 millions de dollars. Le déficit réel était de 712 millions de dollars, une différence de 584 millions de dollars.

Le 22 octobre 1968, le budget 1968-1969 de M. Edgard J. Benson annonçait un déficit de 435 millions de dollars. C'est une des rares années où on termine avec un montant à peu près équivalent.

Le 3 juin 1969, dans le budget Benson 1969-1970, on prévoit un surplus de 375 millions de dollars. Là encore, on se trompe de 30 millions de dollars.

Le 12 mars 1970, le budget 1970-1971 annoncé par M. Benson prévoyait un surplus de 250 millions de dollars. Résultat: un déficit de 779 millions de dollars, une différence de 1 milliard, 29 millions de dollars. La danse des milliards est commencée sous le régime des libéraux socialistes.

En 1971-1972, soit le 18 juin 1971, on annonce le budget et c'est à cette date-là d'ailleurs que M. Benson avait mis en place la trop malheureuse loi concernant l'imposition des gains

Pouvoir d'emprunt—Loi

en capital, loi que nous avons modifiée récemment. Le budget, à ce moment-là, prévoyait un déficit de 650 millions de dollars. Le résultat: un déficit de 1 milliard 543 millions de dollars. Le bal des milliards empruntés sous les libéraux se continue.

En 1972, l'honorable John Turner, plus précisément le 8 mai 1972, annonçait le budget 1972-1973. Il prévoyait—l'actuel chef de l'Opposition officielle—un déficit de 450 millions de dollars. Résultat: le double du montant, quasiment le triple: 1 milliard 676 millions de dollars de déficit. Une différence de 1 milliard 200 millions de dollars dans les propres prévisions du chef de l'opposition actuel.

Monsieur le Président, c'est maintenant ce ministre des Finances-là, qui est le chef des quelques libéraux qui restent—parce qu'il en part tous les jours—qui est le chef de notre opposition officielle.

Le 19 février 1973, M. Turner annonce un deuxième budget, 1973-1974. Le déficit prévu est de 975 millions de dollars. Le déficit réel était de 2 milliards 200 millions de dollars, soit une différence de 250 p. 100. C'est ce chef de l'opposition qui nous critique aujourd'hui sur des particularités. Il n'était même pas capable de réaliser ses propres objectifs.

Le 6 mai 1974, le ministre Turner annonce son troisième budget, 1974-1975. Le déficit prévu est de 450 millions de dollars. Le déficit réel était de 2 milliards 16 millions de dollars, une différence de 400 p. 100, 400 p. 100 d'erreur.

Le 23 juin 1975, M. Turner annonce un autre budget, 1975-1976—son dernier heureusement. Le déficit prévu est de 3 milliards 175 millions de dollars. Le déficit réel était de 5 milliards 749 millions de dollars, une différence de 2 milliards de dollars.

Le ministre des Finances Turner disparaît. Il est remplacé, et Donald S. Macdonald, le 25 mai 1976, prononce son premier budget 1976-1977. Le déficit prévu est de 5 milliards de dollars. Le déficit réel était de 6,3 milliards de dollars: augmentation galopante du déficit, incurie administrative, inconscience collective des administrateurs du pays.

Le 31 mars suivant, M. Macdonald annonce le budget 1977-1978. Le déficit prévu est de 7 milliards 160 millions de dollars. Le déficit réel était de 10 milliards 445 millions de dollars, 3 milliards de dollars de différence.

● (1430)

On voit le détail d'année en année de l'incurie et de la non-capacité de prévoir des administrateurs de l'État qui nous ont précédé. Le 10 avril 1978, un autre ministre, non le moindre, d'après les libéraux, M. Jean Chrétien, annonce le budget 1978-1979, déficit prévu: 9 milliards 250 millions, déficit réel, 12 milliards 636 millions. Décidément, monsieur le Président, il n'y avait pas un seul des deux chefs du parti libéral qui aurait dû être à la course à la direction de ce parti il y a peu de temps. Les membres du parti auraient dû inventorier les réalisations de leurs aspirants-chefs, les membres du parti auraient dû constater que leurs aspirants-chefs n'avaient pas été capables de respecter leurs propres chiffres. Le budget 1978-1979 n'a pas pu être complété par la même équipe. Toutefois, les prévisions ont atteint à peu près les sommes dépensées.